

COMUNIQUE DE PRESSE

29 Juin 2009

A la suite des événements d'aujourd'hui, le Conseil Hondurien de l'Entreprise Privée (COHEP) déclare ce qui suit:

1. Le Départ du Président Zelaya est le résultat de violations systématiques à la Constitution et les lois par le Gouvernement de la République qu'il a dirigé, en dépit d'innombrables efforts déployés par les plus importantes institutions du pays et la majorité des citoyens et exprimés dans les de nombreux appels à la réflexion et les massives manifestations en rejet aux efforts de l'exécutif.

2. L'Ex-Président Zelaya n'a pas entendu ou répondu aux résolutions judiciaires et aux requêtes du Ministère Public, de la Cour Suprême, du Bureau du Procureur Général, du Commissariat National des Droits de l'Homme ou du Congrès National.

3. Le Congrès National, par unanimité de ses membres, les pouvoirs publics et les Forces Armées, ont agi afin de rétablir les institutions du pays qui se voyaient menacées et de veiller à ce que tous les honduriens et honduriennes choisissent librement et démocratiquement, les autorités qui légitimement proviennent de la souveraineté populaire à travers des élections en novembre prochain.

4. Le COHEP appelle à tout les secteurs du pays pour aider à maintenir un climat de paix sociale, de dialogue et de compréhension, afin d'éviter d'approfondir les divisions auxquelles nous ont amenés les actions de l'ancien Président Zelaya et de son gouvernement.

5. Les nouvelles autorités, dirigé par le Président Roberto Micheletti, dont le mandat se termine le 27 Janvier 2010, sont tenues de rechercher, pendant leur brève durée mandat, l'intérêt général du pays par-dessus tout intérêt personnel ou partisan. Le Honduras a besoin de protéger, aujourd'hui plus que jamais, sa démocratie, avec une attitude désintéressée, généreuse et d'abandon absolu.

6. Personne n'est en train de changer un Président par un autre. Nous avons réussi, dans un cadre d'unité nationale, à maintenir les institutions et le respect de la Constitution et les lois. C'est un cadre indispensable à la réalisation des modifications

COMUNICADO DE PRENSA



CÓDIGO: F-141

demandées par notre société, avec l'inclusion des majorités dans le processus de développement économique et social.

7. Nous manifestons notre rejet catégorique face aux menaces d'intervention dans nos affaires intérieures, exprimées par des gouvernements étrangers. Il revient seulement à la population hondurienne de rechercher les chemins qui la conduiront à la paix et à l'entente qui ont été violés, en grande partie, par l'intervention indue dans notre politique intérieure.

8. Nous faisons également appel à la communauté internationale, afin que celle-ci s'informe objectivement sur les causes de notre crise politique, en évitant les simplifications qui faussent la situation difficile qui affecte le Honduras et qui ne reconnaissent pas que ce processus vise à maintenir la primauté du droit et démocratie.

9. Enfin, nous offrons, en tant qu'hommes et femmes qui travaillent, notre collaboration à l'œuvre patriotique de reconstruction morale et matérielle que le Honduras devra entreprendre à partir d'aujourd'hui, pour le bénéfice de tout notre peuple.

Conseil Hondurien de l'Entreprise Privée